

ARRETE MUNICIPAL N° A2025-001
AUTORISANT UN OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
RUE DU SOLEIL LEVANT
DU LUNDI 13
JANVIER 2025 AU MARDI 28 JANVIER 2025

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment les articles R.610-5, R.644-2 et R.644-2-1,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu la demande de l'entreprise MARTRAGNY TP – 8 route de Meuvaines – 14960 SAINT COME DE FRESNE, en date du 26 décembre 2024,

Vu l'avis du Directeur des Services Techniques, en date du 26 décembre 2024,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement des travaux de réfection de caniveau par l'entreprise MARTRAGNY TP,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise MARTRAGNY TP est autorisée à occuper le domaine public, rue du Soleil Levant, afin de procéder à des travaux de réfection de caniveau, du **lundi 13 janvier 2025 au mardi 28 janvier 2025**.

ARTICLE 2 : La CIRCULATION de tout véhicule sera interdite dans la rue du Soleil Levant, du **lundi 13 janvier 2025 au mardi 28 janvier 2025 (durée réelle des travaux = 5 jours)**.

ARTICLE 3 : Le STATIONNEMENT sera interdit à tout véhicule dans la rue du Soleil Levant, du **lundi 13 janvier 2025 au mardi 28 janvier 2025 (durée réelle des travaux = 5 jours)**.

ARTICLE 4 : Une déviation piétonne sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 5 : La signalisation des chantiers sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie, signalisation temporaire). Elle sera mise en place par l'entreprise.

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

L'absence de la signalisation pour cause de vol, dégradation, dommage ou remplacement ne modifie pas les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les dispositions du présent arrêté ne seront pas applicables aux véhicules d'urgence (SAMU, sapeurs-pompiers, ambulances, police).

ARTICLE 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 9 : Madame le Maire, Monsieur l'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police municipale et le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif et d'une publication.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 07/01/2025

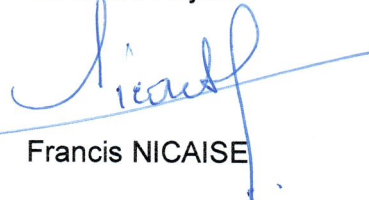
Signé le 08/01/2025

Publié le 09/01/2025

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint




Francis NICAISE